Compte-rendu de la Formation spécialisée du 06 novembre 2026

Sommaire

- **Point d'avancement sur la Ruche (p. 1)**
- **Point canicule (p. 2)**
- Point sur le plan AVENIRS (voir notamment la charte sur le droit à la déconnexion, p. 3)
- **Registre SST plénier (p. 4)**
- **Questions diverses (voir notamment la question du contexte de mobilisation sociale actuel p. 5)**

La séance devait initialement se tenir le 08 octobre, mais a dû être reportée en raison des conditions perturbées d'accès aux campus.

Présent·es à cette séance :

Membres de la direction : Présidente ; Vice-présidente RH ; DGS ; DRH ; Responsable du service environnement de travail et action sociale ; infirmière du travail ; responsable du service DIMMO

Représentant·es du personnel : CGT (4), UNSA (1), FSU (4).

Résumé (non-exhaustif) des débats :

La séance est ouverte à 09h par la VP RH, la présidente étant retardée par la tenue d'une réunion avec France Universités.
La Formation Spécialisée se réjouit d'accueillir la nouvelle infirmière du travail de l'établissement.

Séance plénière

Point d'avancement sur la Ruche

Le directeur de la DIMMO annonce qu'on arrive enfin au bout d'un long processus : la Ruche va pouvoir accueillir du public, quand public il pourra y avoir. Quelques

problématiques demeurent néanmoins, notamment pour la salle évènementielle pour laquelle il y a des problèmes relatifs à la dalle et au plancher : les entreprises concernées ont été mises en demeure de régler ce problème depuis quinze jours. Le chauffage a été mis en route comme pour le reste des locaux.

Le DGS souligne que la période d'installation a pu être difficile pour certain·es agent·es car des entreprises intervenaient encore, ce qui a pu générer des désagréments (poussière, bruit, encombrement, etc.). La direction remercie les agent·es pour leur patience.
Par ailleurs, il est plus que vraisemblable qu'on découvre encore au fur et à mesure des problèmes avec les bâtiments. Il se trouve qu'il existe une « garantie parfait achèvement » pour un bâtiment de cette taille, garantie d'un an qui permet de demander aux entreprises concernées d'intervenir pour régler des petits désordres qu'on pourrait encore trouver. La DIMMO et la DVEC ont mis en place un suivi pour qu'on puisse faire remonter rapidement les problèmes éventuels.

Si vous travaillez dans la Ruche et remarquez des problématiques avec le bâtiment, n'hésitez donc pas à les relever et les communiquer, par exemple par le biais de vos responsables de service : quand on peut bénéficier de garanties à notre avantage, on les utilise !

Point canicule

Maintenant que nous sommes en novembre et avons les idées fraîches, nous faisons un point pour revenir sur les enseignements de la période caniculaire.

La DRH explique qu'une réunion s'est tenue au mois de juillet sur la situation vécue par les collègues au niveau de l'établissement. La direction s'était engagée à organiser des groupes de travail sur le sujet, un sur les conditions de travail, un sur les réorganisations pour les examens. La première réunion du GT s'est tenue en octobre, et de premières pistes commencent à se dessiner : ne pas attendre que Lyon tombe en « zone rouge » pour prendre des mesures, notamment concernant l'autorisation du travail à distance exceptionnel par exemple ; d'autres échanges ont concerné les aménagements des locaux, et la mise à disposition de climatiseurs portables dans certains bureaux.

Le directeur de la DIMMO précise, sur les questions relatives aux bâtiments, qu'il y a des salles fraîches mises à disposition : environ 12 à 15 à PDA, et 18 à 20 à BDR ; il n'y a pas de raison pour l'heure de ne pas prolonger ce dispositif. Des ventilateurs

sont également disponibles sur demande, et une réflexion est engagée sur le fait d'apposer des films solaires sur les fenêtres. Les brasseurs d'air sont également évoqués : ils sont déjà déployés sur un certain nombre de locaux, mais parfois il n'est pas possible de les intégrer dans certaines salles en raison de contraintes relatives à la sécurité incendie ; mais l'idée est néanmoins de renforcer le recourt à ces équipements. Il précise également qu'il y a un travail qui est initié sur la mise en place de fontaines à eau.

La FSU remarque qu'il fait vraiment chaud. Des études récentes auxquelles ont pu participer des collègues de Lyon 1 tendent d'ailleurs à montrer que les effets du stress sur le corps à 32 degrés sont comparables à ceux ressentis par -13 degrés, or on n'envisageait pas de faire venir travailler des collègues par des températures négatives pareilles. [*La FSU parle peut-être du projet HEATWISE, qui s'intéresse aux effets sur le corps des températures extrêmes ? Nous invitons nos collègues à confirmer ou infirmer cette hypothèse par compte-rendu en réponse*]

La CGT remarque qu'il fait vraiment chaud, mais qu'il commence aussi à faire vraiment froid, et qu'on sait d'expérience que les signalements sur le sujet vont se multiplier cet hiver — cela commence déjà, plusieurs signalements reçus ce mois-ci concernent ce sujet. Il est certainement judicieux de faire des groupes de travail sur la canicule, mais ne faudrait-il pas étendre la réflexion aux conditions climatiques au sens large ?

La DRH concède que c'est la première réflexion que s'est faite le groupe de travail en se réunissant, et qu'il faudra réfléchir à déployer des mesures sur l'ensemble des conditions climatiques.

Bilan de la première année de mise en œuvre du plan AVENIRS

La responsable du projet présente le point. La mise en œuvre a permis une systématisation de l'offre de formation, notamment par le biais de MOOC. Un travail a également été mené sur le droit à la déconnexion : une charte est en dernière phase de relecture et devrait être présentée à la prochaine séance de l'instance. Un travail est également mis en place pour établir des indicateurs permettant de mesurer à quel point elle est suivie, afin que cette charte n'en reste pas au stade de vœux pieux.
Des dispositifs sont également mis en place en termes d'économie énergétique : un plan vélo, un plan co-voiturage sur le site lyonnais, un plan mobilités au sens large…
Un groupe de travail s'est également penché sur le sujet de l'alimentation : de nouveaux prestataires (qui fournissent une alimentation plus saine et plus durable)

ont été sollicité notamment pour les distributeurs, et il y a pour l'instant de bons retours.
Sur le tri collectif, tous les sites sont dorénavant équipés, avec une suppression des poubelles dans les bureaux et salles de cours pour privilégier les bacs de tri collectif communs.

La FSU remercie pour ce retour sur des actions très détaillées et ciblées. Elle rappelle également qu'en ce qui concerne la transition écologique, tout ne peut pas se limiter à des actions de cet ordre, mais cela doit également aller de pair avec une logique d'établissement, or pour l'heure il n'y en a pas et on continue de faire appel à des entreprises qui sont de gros pollueurs pour financer certains de nos projets dans nos formations. De même, quand on fait un ordre de mission sur Notilus, on se retrouve rapidement avec des correspondances qui alourdissent encore le bilan carbone. Mais dans le même temps, la dotation qui nous vient de l'État ne suffit pas…

Il est certain que nos établissements publics, et notamment nos universités, sont amplement sous-dotées : il se trouve que par le plus grand des hasards le mouvement social d'ampleur qui secoue actuellement le pays porte des revendications sur le coût de la vie, mais aussi sur l'état de nos services publics et de nos formations. Alors pour les prochaines dates intersyndicales, tous·tes en grève et mobilisé·es, et on se retrouve en manifestation !

Registre SST

Il y a deux fiches SST concernant les conditions de travail et d'examens liées à la chaleur. Les fiches dataient de fin juin, mais l'instance ne s'était pas encore réunie de nouveau depuis le 18 juin.
Cela fait le lien avec le point canicule précédent.

À noter que si vous souhaitez saisir le **registre Santé et Sécurité au Travail**, deux possibilités s'offrent à vous :

- Vous pouvez le saisir **en ligne, depuis l'intranet** : https://www.univ-lyon2.fr/services-et-procedures/prevention-et-securite/signalement/registre-sante-et-securite-au-travail (il est également possible, via cette procédure, de joindre des documents pour attester des faits observés : photos, captures d'écran, etc.)
- Vous pouvez écrire dans le **registre au format papier** : à l'université Lyon 2, ce registre se trouve au **PC sécurité**.

Lorsque vous saisissez ce registre, votre signalement est ensuite transmis à l'ensemble des membres de la Formation Spécialisée (administration, représentant·es du personnel), et est étudié pendant l'instance. Il donne lieu à des suites adaptées à la situation.

Vous pouvez faire des signalements autant pour des faits vécus qu'observés.

N'hésitez pas non plus à vous rapprocher des organisations syndicales et/ou des représentant·es du personnel à la Formation Spécialisée si vous souhaitez être accompagné·e concernant une situation !

Questions diverses

Les organisations syndicales ont demandé l'ajout d'un point divers concernant le contexte actuel.

La CGT souligne notamment que les incertitudes quotidiennes sur les fermetures ont de sérieuses conséquences sur les agent·es et les étudiant·es. Le mail de ce mardi anticipant la situation pour les autres jours de la semaine en annulant les activités d'enseignement a certainement permis d'alléger un peu d'anxiété de ce point de vue en permettant au moins d'anticiper, mais la situation va continuer de se répercuter la semaine prochaine, et les équipes enseignantes sont toujours un peu au dépourvu concernant les modalités d'évaluation à communiquer à leurs étudiant·es. Il y a aussi la question des agent·es placé·es en télétravail de force ou contraint·es de revenir sur site quand les entrées sont débloquées, en étant averti·es assez tardivement de ce qu'iels doivent faire.

La FSU complète en affirmant qu'il y a beaucoup de retours de collègues pour qui la situation est très compliquée, avec des tensions dès 6h du matin puisqu'il faut quotidiennement attendre des consignes tôt le matin.

Le DGS concède que la situation est difficile pour tout le monde. La direction s'est donnée comme principe de prévenir avant 7h du matin, mais parfois iels n'y arrivent pas. Iels sont preneur·euses de retours sur des situations individuelles qu'il serait possible d'accompagner. Il admet que la situation et la transmission de l'information n'est pas satisfaisante mais il n'y a pas de piste pour faire mieux pour l'heure.

La FSU reconnaît que certaines choses ont tout de même été mises en place, et salue notamment le fait de maintenir la paye des vacataires en considérant que le service est fait.

La CGT ajoute, sur le sujet des blocages le matin, que la présence de la police parfois, qui a tendance à provoquer volontairement les étudiant·es, n'arrange pas les choses.
La CGT s'inquiète également de la charge de travail qui semble retomber sur les gestionnaires de scolarité y compris pour l'organisation des enseignements à distance.

Le DGS répond, sur l'organisation des enseignements à distance, qu'il y a une problématique relevant plus du long terme concernant le maniement de certains outils numériques côté équipes pédagogiques, par exemple Moodle, les compétences informatiques n'étant pas homogènes. Le SPS intervient là où il y a des besoins identifiés mais il y a encore des problématiques à cet endroit.

La présidente affirme que lorsqu'elle fait appel aux forces de l'ordre elle le dit explicitement, et que ces derniers jours sur le campus de PDA ça n'a pas été le cas. En revanche il arrive que les forces de l'ordre considèrent que si cela se déroule sur l'espace public, elles peuvent intervenir…
Elle admet par ailleurs qu'il s'agit d'un mouvement non seulement massif mais aussi atypique. Dans d'autres universités où des sondages ont été réalisés, on s'est rendu compte qu'une majorité d'étudiant·es soutenaient le principe des blocages, ce qui n'était pas forcément le cas dans des mouvements sociaux précédents.
Il n'est pas certain qu'une « sortie de crise » soit possible dès la semaine du 09 novembre. Une circulaire du ministère devrait arriver en début de semaine qui pourrait préciser ce qu'on peut faire et ce qu'on ne peut pas faire en termes de modalités d'évaluation, on peut espérer que cela permettra de clarifier et fixer certaines choses. On espère donc avoir un cadre en début de semaine pour prendre des décisions communes, qui pourraient être validées lors de la CFVU du 19 novembre.
Elle évoque également l'éventualité de banaliser une journée pour prendre le temps d'organiser des assemblées, des temps de dialogue et d'échanges sur le campus.
La FSU et la CGT saluent cette idée qui serait un signal positif et permettrait des vrais temps d'échanges avec toute la communauté universitaire.

Séance restreinte

La séance restreinte est ouverte par **la Présidente**.

<u>Suivi des actions des précédentes FS</u>

Un groupe de travail consacré au droit à la déconnexion s'est tenu, et la charte sur le droit à la déconnexion qu'il a produit sera présenté à la prochaine séance de l'instance le 24 novembre.

La réorganisation du COSIE sera présentée au CSA du 12 novembre. Sur ce sujet, **la CGT** informe avoir eu des retours positifs des agent·es du COSIE concernant cette réorganisation.

Réseau des assistant·es de prévention (AP)

La responsable du service ETAS fait le bilan de la mise à jour du réseau qui s'étoffe : huit nouveaux·elles assistant·es de prévention ont été formé·es en septembre 2026 (mais certain·es étaient aussi parti·es du fait de mobilités). Il y aura un travail de fait avec ce réseau d'AP pour l'application de la charte de la déconnexion.

La CGT demande s'il sera possible de convier les membres de la FS à la prochaine réunion avec les AP (il y a deux réunions par an). La direction répond que cela devrait être possible après les prochaines élections professionnelles.

Registre SST

Plusieurs fiches concernent des problématiques liées au froid, ce qui fait le lien avec la remarque de notre syndicat pendant le point sur la canicule.

La FSU remarque qu'il semble y avoir de gros problèmes dans les laboratoires, avec des déficit de personnels : les collègues vont mal. La charge de travail a explosé avec les dépenses de missions.

Le DGS assure qu'une démarche pour sortir du problème de lourdeur est engagée.

Quelle démarche ? Malheureusement, nous n'en savons pas plus ! La suite peut-être au prochain épisode.

Fin de la séance à 11h40 dans un campus presque vide.